

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 2480

[S - C - 97/09767]

#### 17 JUILLET 1997. — Loi relative au concordat judiciaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi, en ses articles 48 à 53 et 56, règle des matières visées à l'article 77 de la Constitution; les autres articles règlent des matières visées à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente loi est applicable aux commerçants.

**Art. 3.** Toutes les décisions du tribunal de commerce prévues dans la présente loi sont exécutoires par provision.

Sans préjudice de l'application de la loi sur les faillites, les décisions du tribunal sont susceptibles de recours selon les modalités et les délais prévus par le Code judiciaire. Lorsque la présente loi dispose que des décisions sont publiées par extrait au *Moniteur belge*, les délais commencent à courir du jour de la publication.

Les articles 50, alinéa 7, 55 et 56 du Code judiciaire ne sont pas applicables aux actions et aux significations prévues par la présente loi.

**Art. 4.** Les notifications auxquelles procède le greffier en vertu de la présente loi, ont lieu par pli judiciaire.

Sans préjudice de l'article 17, § 2, lorsque la présente loi prescrit une publication au *Moniteur belge*, celle-ci vaut notification.

#### TITRE II. — De la collecte de données

**Art. 5.** Les renseignements et éléments utiles concernant les commerçants qui sont en difficultés financières telles que la continuité de leur entreprise peut être mise en péril, y compris ceux qui sont obtenus en application des dispositions du présent titre, sont tenus à jour au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le commerçant a son domicile ou son siège social.

Le procureur du Roi et le commerçant concerné peuvent à tout moment prendre connaissance sans déplacement des données ainsi recueillies. Ce dernier a le droit d'obtenir la rectification des renseignements inexacts qui le concernent.

Conformément aux modalités fixées par le Roi, le tribunal peut également communiquer les données recueillies aux organismes publics ou privés désignés ou agréés par l'autorité compétente pour assister les entreprises en difficulté.

(1) *Session 1995-1996 :*

Chambre des représentants.

*Documents.* — Projet de loi : 329, n° 1. — Amendements : 329, n°s 2 à 16. — Rapport : 329, n° 17. — Texte adopté par la commission : 329, n° 18. — Amendements : 329, n°s 19 et 20. — Articles adaptés en séance plénière : 329, n° 21. — Texte adopté en séance plénière : 329, n° 22. — Projet amendé par le Sénat : 329, n° 23. — Amendements : 329, n° 24. — Rapport : 329, n° 25. — Article amendé par la commission : 329, n° 26.

*Annales.* — Séances des 4, 5 et 12 décembre 1996 et 10 juillet 1997.

*Session 1996-1997 :*

Sénat.

*Documents.* — Projet transmis par la Chambre des représentants : 1-498, n° 1. — Amendements : 1-498, n°s 2 à 10. — Rapports : 1-498, n°s 11 et 12. — Texte adopté par la commission : 1-498, n° 13. — Amendements : 1-498, n°s 14 et 15. — Texte adopté par la commission après renvoi en séance plénière : 1-498, n° 16. — Texte amendé par le Sénat : 1-498, n° 17.

*Annales.* — Séances des 25 et 26 juin 1997.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 2480

[S - C - 97/09767]

#### 17 JULI 1997. — Wet betreffende het gerechtelijk akkoord (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### TITEL I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** De artikelen 48 tot 53 en 56 van deze wet regelen aangelegenheden als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet; de overige artikelen regelen aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze wet is van toepassing op kooplieden.

**Art. 3.** Alle beslissingen van de rechtbank van koophandel bedoeld in deze wet zijn uitvoerbaar bij voorraad.

Onverminderd de toepassing van de faillissementswet kunnen tegen de beslissingen van de rechtbank rechtsmiddelen worden aangewend volgens de in het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven regels en termijnen. Bepaalt deze wet dat beslissingen bij uittreksel worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, dan beginnen de termijnen te lopen vanaf de dag van de bekendmaking.

De artikelen 50, tweede lid, 55 en 56 van het Gerechtelijk Wetboek zijn niet van toepassing op de vorderingen en berekeningen bedoeld in deze wet.

**Art. 4.** De kennisgevingen die de griffier doet krachtens deze wet, geschieden bij gerechtsbrief.

Wanneer deze wet bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* voorschrijft, dan geldt deze als kennisgeving, onverminderd hetgeen in artikel 17, § 2, is bepaald.

#### TITEL II. — De gegevensverzameling

**Art. 5.** Nuttige inlichtingen en gegevens betreffende de kooplieden die betaalmoeilijkheden ondervinden welke de continuïteit van hun onderneming kunnen bedreigen, met inbegrip van die welke verkregen worden met toepassing van de bepalingen van deze titel, worden bijgehouden ter griffie van de rechtbank van koophandel van de woonplaats of van de maatschappelijke zetel van de koopman.

De procureur des Konings en de betrokken koopman kunnen op elk ogenblik ter plaatse kennisnemen van de aldus verzamelde gegevens. Deze laatste is gerechtigd alle onjuiste gegevens die op hem betrekking hebben, te doen verbeteren.

Op de wijze bepaald door de Koning kan de rechtbank eveneens van de verzamelde gegevens kennis geven aan de overheidsinstellingen of particuliere instellingen die door de bevoegde overheid zijn aangewezen of erkend om ondernemingen in moeilijkheden te begeleiden.

(1) *Zitting 1995-1996 :*

Kamer.

*Stukken.* — Wetsontwerp : 329, nr. 1. — Amendementen : 329, nrs. 2 tot 16. — Verslag : nr. 329, nr. 17. — Tekst aangenomen door de commissie : 329, nr. 18. Amendementen : 329, nrs. 19 en 20. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering : 329, nr. 21. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering : 329, nr. 22. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat : 329, nr. 23. — Amendementen : 329, nr. 24. — Verslag : 329, nr. 25. — Artikel gewijzigd door de Commissie : 329, nr. 26.

*Handelingen.* — Vergaderingen van 4, 5 en 12 december 1996 en 10 juli 1997.

*Zitting 1996-1997 :*

Senaat

*Stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers : 1-498, nr. 1. — Amendementen : 1-498, nrs. 2 tot 10. — Verslagen : 1-498, nrs. 11 en 12. — Tekst aangenomen door de commissie : 1-498, nr. 13. — Amendementen : 1-498, nrs. 14 en 15. — Tekst aangenomen door de commissie na terugzending door de plenaire vergadering : 1-498, nr. 16. — Tekst geamendeerd door de Senaat : 1-498, nr. 17.

*Handelingen.* — Vergaderingen van 25 en 26 juni 1997.

**Art. 6.** Dans les dix premiers jours de chaque mois, les receveurs de l'enregistrement envoient au président du tribunal de commerce dans le ressort duquel le protêt a été dressé, un tableau des protêts des lettres de change acceptées et des billets à ordre, enregistrés dans le mois précédent. Ce tableau contient :

- 1° la date du protêt;
- 2° les nom, prénoms, profession et domicile de celui au profit duquel l'effet est créé ou du tireur;
- 3° les nom, prénoms, profession et domicile du souscripteur du billet à ordre ou de l'accepteur de la lettre de change;
- 4° la date de l'échéance;
- 5° le montant de l'effet;
- 6° la mention de la valeur fournie, et
- 7° la réponse donnée au protêt.

Semblable tableau est également envoyé au président du tribunal de commerce du domicile du souscripteur d'un billet à ordre ou de l'accepteur d'une lettre de change, si ce domicile est situé en Belgique dans un ressort judiciaire autre que celui où le paiement doit être effectué.

Ces tableaux restent déposés aux greffes respectifs desdits tribunaux où chacun peut en prendre connaissance.

**Art. 7.** Les jugements de condamnation par défaut et les jugements contradictoires prononcés contre des commerçants qui n'ont pas contesté le principal réclamé, doivent être transmis au greffe du tribunal de commerce de leur domicile ou de leur siège social.

Dans le mois de l'expiration de chaque trimestre, l'Office national de sécurité sociale transmet une liste des commerçants qui n'ont plus versé les cotisations de sécurité sociale dues depuis deux trimestres au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel ils ont leur domicile ou leur siège social. La liste indique, outre le nom du commerçant, la somme due.

Dans le mois de l'expiration de chaque trimestre, l'administration des Finances transmet une liste des commerçants qui n'ont plus versé la T.V.A. ou le précompte professionnel dus depuis deux trimestres au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel ils ont leur domicile ou leur siège social. La liste indique, outre le nom du commerçant, la somme due.

Au plus tard un mois après sa décision de déclassement, de suspension ou de retrait d'une ou de plusieurs agréments d'un entrepreneur, ou d'exclusion d'un entrepreneur de marchés publics, le ministre ayant l'agrément des entrepreneurs dans ses attributions, fait parvenir une copie de cette décision au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le commerçant a son domicile ou son siège social.

**Art. 8.** Après avis de la Commission de la protection de la vie privée, le Roi peut prendre les mesures requises afin de permettre le traitement, selon une structure logique, des données recueillies et d'en garantir l'uniformité dans les différents greffes des tribunaux de commerce. Il peut notamment déterminer les catégories de données à recueillir.

Le Roi peut également, après avis de la Commission de la protection de la vie privée et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, permettre le traitement automatisé de la collecte des données. Il peut ainsi autoriser la mise en relation des fichiers de données, afin d'avoir un meilleur aperçu des difficultés de paiement qu'éprouve un commerçant. Le cas échéant, le Roi en fixe les modalités.

### TITRE III. — Du concordat judiciaire

#### CHAPITRE Ier. — Notion et conditions d'octroi

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le concordat judiciaire peut être accordé au débiteur s'il ne peut temporairement acquitter ses dettes ou si la continuité de son entreprise est menacée par des difficultés pouvant conduire, à plus ou moins bref délai, à une cessation de paiement.

La continuité de l'entreprise d'une personne morale est en tout cas considérée comme compromise si les pertes ont réduit l'actif net à moins de la moitié de la valeur du capital social.

**Art. 6.** Uiterlijk de tiende dag van elke maand zenden de ontvangers der registratie een lijst van de in de loop van de vorige maand geregistreerde protesten betreffende de geaccepteerde wisselbrieven en de orderbriefjes aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waar de protesten hebben plaatsgehad. Die lijst vermeldt :

- 1° de datum van het protest;
- 2° de naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van degene in wiens voordeel het stuk is uitgegeven of van de trekker;
- 3° de naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van de ondertekenaar van het orderbriefje of van de acceptant van de wisselbrief;
- 4° de vervaldag;
- 5° het bedrag van het stuk;
- 6° de verstrekte waarde;
- 7° het antwoord op het protest.

Een dergelijke lijst wordt ook toegezonden aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel van de woonplaats van de ondertekenaar van een orderbriefje of van de acceptant van een wisselbrief, indien deze woonplaats in België gelegen is in een ander rechtsgebied dan dat waar de betaling moet geschieden.

Die lijsten blijven berusten op de griffie van elk van deze rechtbanken, waar een ieder daarvan inzage kan nemen.

**Art. 7.** Veroordelende verstekvonnissen en vonnissen op tegenspraak uitgesproken tegen kooplieden die de gevorderde hoofdsom niet hebben betwist, moeten worden gezonden aan de griffie van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waarbinnen zij hun woonplaats of hun maatschappelijke zetel hebben.

Uiterlijk een maand na het verstrijken van elk kwartaal zendt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid een lijst van de kooplieden die reeds twee kwartalen de verschuldigde sociale-zekerheidsbijdragen niet meer betaald hebben naar de griffie van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waarbinnen zij hun woonplaats of hun maatschappelijke zetel hebben. De lijst vermeldt naast de naam van de koopman ook het verschuldigde bedrag.

Uiterlijk een maand na het verstrijken van elk kwartaal zendt de administratie van Financiën een lijst van de kooplieden die reeds twee kwartalen de verschuldigde BTW of bedrijfsvoorheffing niet meer betaald hebben naar de griffie van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waarbinnen zij hun woonplaats of hun maatschappelijke zetel hebben. De lijst vermeldt naast de naam van de koopman ook het verschuldigde bedrag.

Uiterlijk een maand na zijn beslissing tot klasseverlaging, schorsing of intrekking van een of meer erkenningen van een aannemer, of tot uitsluiting van een aannemer van overheidsopdrachten, zendt de minister tot wiens bevoegdheid de erkenning der aannemers behoort, een afschrift van die beslissing naar de griffie van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waarbinnen de koopman zijn woonplaats of zijn maatschappelijke zetel heeft.

**Art. 8.** Na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer kan de Koning de gepaste maatregelen nemen teneinde de verwerking van de verzamelde gegevens op een logisch gestructureerde wijze te laten verlopen en de eenvormigheid hiervan in de onderscheiden griffies van de rechtbanken van koophandel te verzekeren. Hij kan onder meer de categorieën van te verzamelen gegevens bepalen.

De Koning kan eveneens, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en bij een in Ministerraad overlegd besluit, de geautomatiseerde verwerking van de gegevensverzameling toestaan. Hij kan daartoe toestemming verlenen tot het in relatie brengen van gegevensbestanden om een beter overzicht van de betaalmoelijkheden van een koopman te verkrijgen. In voorkomend geval bepaalt de Koning de wijze waarop dit geschiedt.

### TITEL III. — Het gerechtelijk akkoord

#### HOOFDSTUK I. — Begripsbepaling en voorwaarden van toekenning

**Art. 9.** § 1. Het gerechtelijk akkoord kan aan de schuldenaar worden toegestaan indien hij tijdelijk zijn schulden niet kan voldoen of indien de continuïteit van zijn onderneming bedreigd wordt door moeilijkheden die op min of meer korte termijn kunnen leiden tot het ophouden van betalen.

De continuïteit van de onderneming van een rechtspersoon wordt in ieder geval geacht bedreigd te zijn indien als gevolg van de verliezen het netto-actief is gedaald tot minder dan de helft van het maatschappelijk kapitaal.

§ 2. Le concordat ne peut être accordé que si la situation financière de l'entreprise peut être assainie et si son redressement économique semble possible. Les prévisions de rentabilité doivent démontrer la capacité de redressement financier de l'entreprise.

## CHAPITRE II. — Procédure en concordat

### Section 1re. — De l'examen d'office

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les chambres d'enquête commerciale, prévues à l'article 84, alinéa 3, du Code judiciaire, suivent la situation des débiteurs en difficulté et peuvent examiner d'office s'ils remplissent les conditions du concordat. Dans les chambres d'enquête commerciale, l'examen est confié soit à un juge au tribunal de commerce, soit à un juge consulaire.

Lorsque le juge estime qu'un débiteur remplit les conditions pour obtenir le concordat, celui-ci est dûment appelé et entendu afin d'obtenir toutes les informations quant à l'état de ses affaires et au sujet des mesures de redressement, des propositions d'accord ou de liquidation.

La convocation est adressée, à la diligence du greffier, au domicile du commerçant ou à son siège social. L'enquête a lieu à huis clos. Le débiteur comparaît en personne, éventuellement accompagné des personnes de son choix.

En outre, il est loisible au juge de rassembler d'office toutes les données nécessaires au concordat. Il peut entendre toute personne dont il estime l'audition nécessaire et ordonner la production de tous documents utiles. Le débiteur peut produire tous autres documents de son choix.

§ 2. Le procureur du Roi et le débiteur peuvent à tout moment obtenir, communication des données ainsi recueillies ainsi que du rapport visé au présent paragraphe. Conformément aux modalités fixées par le Roi, le tribunal peut également communiquer les données recueillies aux organismes publics ou privés désignés ou agréés par l'autorité compétente pour assister les entreprises en difficulté.

Dans les dix premiers jours de chaque mois, une liste des examens entamés sur la base du présent article est communiquée au procureur du Roi, à la diligence du greffier.

Lorsque le juge a terminé l'examen de la situation du débiteur, il rédige un rapport contenant les diligences accomplies lors de cet examen, ainsi que ses conclusions. Ce rapport est joint aux données recueillies.

§ 3. S'il appert de l'examen de la situation du débiteur que ce dernier se trouve en état de faillite, la chambre d'enquête commerciale transmet sans délai l'affaire au procureur du Roi, qui peut requérir la faillite.

Le juge qui a procédé à l'examen ne peut prendre part à la procédure de faillite.

### Section 2. — De la demande de concordat judiciaire

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le débiteur qui sollicite le concordat adresse une requête au tribunal de commerce.

Il joint à sa requête :

1° un exposé des événements sur lesquels sa demande est fondée et dont il ressort qu'il est satisfait aux conditions de l'article 9;

2° un état comptable de son actif et de son passif et un compte de résultats, ainsi qu'une simulation de l'évolution comptable portant au moins sur les six mois à venir;

3° une liste de tous les créanciers indiquant leur nom, leur adresse, le montant de leur créance, ainsi que la mention spéciale des créanciers hypothécaires, privilégiés et gagistes;

4° les propositions qu'il formule et tout autre document utile portant sur la restructuration de l'entreprise ou sur le désintéressement de ses créanciers et auxquelles il peut ajouter le rapport établi lors de l'examen de sa situation par les chambres d'enquête commerciale.

La requête est signée par le débiteur ou par son avocat. Elle est adressée au tribunal et les pièces jointes sont déposées au greffe. Le greffier en délivre un accusé de réception.

§ 2. Het akkoord kan alleen worden toegestaan indien de financiële toestand van de onderneming kan worden gesaneerd en het economisch herstel ervan mogelijk lijkt. De te verwachten rentabiliteit dient de mogelijkheid van een financieel herstel van de onderneming aan te tonen.

## HOOFDSTUK II. — Akkoordprocedure

### Afdeling 1. — Onderzoek van ambtswege

**Art. 10.** § 1. De kamers voor handelonderzoek bedoeld in artikel 84, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek volgen de toestand van de schuldenaars in moeilijkheden en kunnen ambtshalve onderzoeken of ze voldoen aan de voorwaarden van het akkoord. Het onderzoek wordt in de kamers voor handelonderzoek toevertrouwd aan hetzij een rechter in de rechtbank van koophandel, hetzij een rechter in handelszaken.

Oordeelt de rechter dat een schuldenaar voldoet aan de voorwaarden om het akkoord te verkrijgen, dan wordt deze behoorlijk opgeroepen en gehoord teneinde alle inlichtingen te verkrijgen omtrent de stand van zijn zaken en omtrent de herstelmaatregelen, voorstellen van akkoord of van vereffening.

De oproeping wordt, door toedoen van de griffier, gericht aan de woonplaats of aan de maatschappelijke zetel van de koopman. Het onderzoek geschiedt met gesloten deuren. De schuldenaar verschijnt in persoon, eventueel bijgestaan door personen van zijn keuze.

Daarenboven staat het de rechter vrij van ambtswege alle gegevens te verzamelen nodig voor het akkoord. Hij kan alle personen horen van wie hij het verhoor nodig acht en de overlegging van alle dienstige stukken gelasten. De schuldenaar kan alle andere stukken van zijn keuze voorleggen.

§ 2. De procureur des Konings en de schuldenaar kunnen op elk ogenblik mededeling krijgen van de aldus verzamelde gegevens alsook van het in deze paragraaf bedoelde verslag. Op de wijze bepaald door de Koning kan de rechtbank eveneens van de verzamelde gegevens kennis geven aan de overheidsinstellingen of particuliere instellingen die door de bevoegde overheid zijn aangewezen of erkend om ondernemingen in moeilijkheden te begeleiden.

Uiterlijk de tiende dag van elke maand wordt, door toedoen van de griffier, aan de procureur des Konings een lijst medegedeeld van de onderzoeken ingesteld op grond van dit artikel.

Wanneer de rechter het onderzoek naar de toestand van de schuldenaar beëindigd heeft, maakt hij een verslag op met vermelding van de door hem bij dat onderzoek verrichte handelingen alsmede van zijn conclusies. Het verslag wordt gevoegd bij de verzamelde gegevens.

§ 3. Indien uit het onderzoek naar de toestand van de schuldenaar blijkt dat deze zich in staat van faillissement bevindt, zendt de kamer voor handelonderzoek de zaak onverwijld aan de procureur des Konings, die de faillietverklaring kan vorderen.

De met het onderzoek belaste rechter mag niet deelnemen aan de rechtspleging inzake faillissement.

### Afdeling 2. — Aanvraag tot gerechtelijk akkoord

**Art. 11.** § 1. De schuldenaar die het akkoord aanvraagt, richt een verzoekschrift tot de rechtbank van koophandel.

Hij voegt bij zijn verzoekschrift :

1° een uiteenzetting van de gebeurtenissen waarop zijn verzoek is gegrond en waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van artikel 9 voldaan is;

2° een boekhoudkundige staat van zijn vermogen en een resultatenrekening, alsmede een simulatie van het boekhoudkundig verloop voor ten minste de zes komende maanden;

3° een lijst van alle schuldeisers, met vermelding van hun naam, adres, het bedrag van hun schuldvordering, alsook de bijzondere vermelding van de hypothecaire, bevoorrechte en pandhoudende schuldeisers;

4° de voorstellen die hij doet en ieder ander dienstig stuk met betrekking tot de herstructurering van de onderneming of ter voldoening van zijn schuldeisers en waarbij hij het verslag opgesteld naar aanleiding van het onderzoek naar zijn toestand door de kamers voor handelonderzoek kan voegen.

Het verzoekschrift wordt ondertekend door de schuldenaar of door diens advocaat. Het wordt aan de rechtbank gericht en de bijgevoegde stukken worden ter griffie neergelegd. De griffier geeft hiervan een ontvangstbewijs af.

Le tribunal fixe les lieu, jour et heure auxquels le débiteur doit comparaître. Le greffier convoque le débiteur. La convocation contient le texte des articles 15, § 2, 24, 33, alinéa 1<sup>er</sup>, et 37, § 3.

Dans les vingt-quatre heures, le greffier avise le procureur du Roi du dépôt de la requête.

§ 2. Le procureur du Roi peut introduire la procédure en concordat, sans préjudice du droit du débiteur de demander lui-même le concordat, de décider de la dissolution ou de faire aveu de faillite.

L'introduction de la procédure par le procureur du Roi a lieu par citation, contenant le texte des articles 15, § 2, 24, 33, alinéa 1<sup>er</sup>, et 37, § 3. Le débiteur est entendu en chambre du conseil.

**Art. 12.** Le commerçant ne peut être déclaré en faillite et, dans le cas d'une société, celle-ci ne peut être dissoute, tant que le tribunal n'a pas statué sur la demande en concordat introduite.

### Section 3

#### Du sursis provisoire et de la période d'observation

**Art. 13.** Le jour fixé, le tribunal entend le débiteur, le ministère public et, le cas échéant, le commissaire-réviseur ainsi que tout créancier qui en fait la demande.

Aucune réalisation de biens meubles ou immeubles du débiteur ne peut intervenir suite à l'exercice d'une voie d'exécution, jusqu'à la décision visée à l'article 15.

**Art. 14.** Le tribunal statue sur la demande au plus tard quinze jours après le dépôt de la requête ou après la signification de la citation.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Si les conditions fixées à l'article 9 sont réunies, qu'il n'y a aucune mauvaise foi manifeste et qu'il est possible sur la base d'une appréciation provisoire d'assurer totalement ou partiellement la continuité de l'entreprise, le tribunal accorde un sursis provisoire pour une période d'observation qui ne peut être supérieure à six mois.

Dans sa décision, le tribunal désigne un ou plusieurs commissaires au sursis. Si le tribunal n'en a décidé autrement, les commissaires peuvent accomplir individuellement tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de leurs missions communes.

Le tribunal peut décider que le débiteur ne peut accomplir des actes d'administration ou de disposition sans l'autorisation du commissaire au sursis.

Si le débiteur contrevient à cette prescription, ces opérations ne sont pas opposables aux créanciers.

§ 2. Si la demande en concordat est rejetée, le tribunal peut prononcer la faillite du débiteur dans le même jugement après l'avoir spécialement entendu sur les conditions de la faillite.

§ 3. Toutefois, en cas de mauvaise foi manifeste dans le chef d'un responsable au sein d'une entreprise, le juge peut accorder le bénéfice du sursis provisoire pour autant qu'il soit suffisamment garanti que ce responsable sera écarté de la direction.

**Art. 16.** Le jugement accordant un sursis provisoire invite les créanciers à faire la déclaration de leurs créances dans le délai qui leur est fixé. Il indique aussi le lieu, le jour et l'heure où il sera statué sur l'octroi d'un sursis définitif.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le jugement qui accorde le sursis provisoire est, à la diligence du greffier du tribunal de commerce et dans les cinq jours de sa date, publié par extrait au *Moniteur belge* et dans deux journaux ou périodiques ayant une diffusion régionale.

L'extrait mentionne :

1° les nom, prénoms, lieu et date de naissance, la nature de l'activité commerciale principale ainsi que la dénomination sous laquelle cette activité est exercée, l'adresse ainsi que le lieu du principal établissement et le numéro d'immatriculation du débiteur au registre du commerce, ainsi que le numéro d'immatriculation qui lui a été attribué pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée; s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la forme, la nature de l'activité commerciale

De rechtbank bepaalt de plaats, de dag en het uur van verschijning van de schuldenaar. De griffier roept de schuldenaar op. De oproeping bevat de tekst van de artikelen 15, § 2, 24, 33, eerste lid, en 37, § 3.

Binnen vierentwintig uren geeft de griffier bericht van de indiening van het verzoekschrift aan de procureur des Konings.

§ 2. De procureur des Konings kan de akkoordprocedure inleiden, onverminderd het recht van de schuldenaar om zelf het akkoord te vragen, te beslissen over de ontbinding of aangifte te doen van het faillissement.

De inleiding van de procedure door de procureur des Konings geschiedt bij dagvaarding, die de tekst bevat van de artikelen 15, § 2, 24, 33, eerste lid, en 37, § 3. De schuldenaar wordt in raadkamer gehoord.

**Art. 12.** De koopman kan niet worden failliet verklaard en, indien het een vennootschap betreft, kan deze niet worden ontbonden, zolang de rechtbank geen uitspraak heeft gedaan over de ingediende akkoordaanvraag.

### Afdeling 3

#### Voorlopige opschorting van betaling en observatieperiode

**Art. 13.** Op de vastgestelde rechtsdag hoort de rechtbank de schuldenaar, het openbaar ministerie en, in voorkomend geval, de commissaris-revisor alsmede iedere schuldeiser die hierom verzoekt.

Geen enkele tegeldemaking van roerende of onroerende goederen van de schuldenaar ingevolge de uitoefening van een middel van tenuitvoerlegging mag geschieden tot de beslissing bedoeld in artikel 15.

**Art. 14.** De rechtbank doet uitspraak over de aanvraag uiterlijk vijftien dagen na de indiening van het verzoekschrift of na de betekening van de dagvaarding.

**Art. 15.** § 1. Indien voldaan is aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, er geen sprake is van kennelijke kwade trouw en de rechtbank op grond van een voorlopige beoordeling oordeelt dat de continuïteit van de onderneming geheel of gedeeltelijk kan worden gehandhaafd, kent deze een voorlopige opschorting van betaling toe voor een observatieperiode die niet langer mag zijn dan zes maanden.

In haar beslissing wijst de rechtbank een of meer commissarissen inzake opschorting aan. Behalve indien de rechtbank daarover anders heeft beslist, kunnen de commissarissen individueel alle handelingen verrichten die nodig of nuttig zijn voor de vervulling van hun gemeenschappelijke opdrachten.

De rechtbank kan bepalen dat de schuldenaar geen daden van bestuur of beschikking mag verrichten zonder machtiging van de commissaris inzake opschorting.

Handelt de schuldenaar in strijd met dit voorschrift, dan kunnen deze handelingen aan de schuldeisers niet worden tegengeworpen.

§ 2. Indien de akkoordaanvraag wordt verworpen, kan de rechtbank in hetzelfde vonnis het faillissement van de schuldenaar uitspreken na hem in het bijzonder te hebben gehoord over de faillissementsvoorwaarden.

§ 3. Nochtans kan de rechter in geval van kennelijke kwade trouw in hoofde van een verantwoordelijke binnen een onderneming, de gunst van de voorlopige opschorting verlenen voor zover er voldoende waarborgen zijn dat deze verantwoordelijke uit het bestuur wordt verwijderd.

**Art. 16.** In het vonnis waarbij een voorlopige opschorting wordt verleend, wordt de schuldeisers verzocht om binnen de daartoe gestelde termijn aangifte van hun schuldvorderingen te doen. Het vonnis vermeldt eveneens de plaats waar, alsook de dag en het uur waarop uitspraak wordt gedaan over de toekenning van een definitieve opschorting.

**Art. 17.** § 1. Het vonnis dat de voorlopige opschorting toekent, wordt door toedoen van de griffier van de rechtbank van koophandel binnen vijf dagen na de dagtekening bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en in twee dagbladen of periodieke uitgaven met regionale spreiding.

Het uittreksel vermeldt :

1° de naam, de voornamen, de plaats en datum van geboorte, de aard van de voornaamste handelsactiviteit alsmede de benaming waaronder die activiteit wordt uitgeoefend, het adres alsmede de plaats van de hoofdvestiging en het inschrijvingsnummer van de schuldenaar in het handelsregister alsook zijn inschrijvingsnummer voor de belasting over de toegevoegde waarde; betreft het een rechtspersoon, de naam, de rechtsvorm, de aard van de voornaamste handelsactiviteit alsmede de

principale ainsi que la dénomination sous laquelle cette activité est exercée, le siège ainsi que le lieu du principal établissement et le numéro d'immatriculation de la personne morale au registre du commerce ainsi que le numéro d'immatriculation qui lui a été attribué pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée;

2° la date du jugement qui accorde le sursis provisoire et le tribunal qui l'a rendu;

3° les nom, prénoms et adresse du commissaire au sursis;

4° l'invitation de procéder à la déclaration des créances et le délai dans lequel cette déclaration doit être faite;

5° les lieu, jour et heure fixés pour statuer au sujet d'un sursis définitif;

6° les actes d'administration ou de disposition que le débiteur ne peut accomplir sans l'autorisation du commissaire au sursis.

§ 2. Les créanciers sont avisés individuellement de ces données par le commissaire au sursis, par lettre recommandée.

**Art. 18.** Au greffe est tenu un dossier du sursis où figurent tous les éléments relatifs au fond et à la procédure.

Tout créancier et, sur autorisation du président du tribunal de commerce ou de son délégué, toute personne pouvant justifier d'un intérêt légitime peut prendre gratuitement connaissance du dossier et en obtenir copie moyennant paiement des droits de greffe.

**Art. 19.** Le commissaire au sursis est désigné par le tribunal et est chargé d'assister le débiteur dans sa gestion, sous le contrôle du tribunal. Il fait rapport chaque fois que les circonstances l'exigent et en tout cas à la demande du tribunal.

Le commissaire au sursis désigné doit offrir des garanties d'indépendance et d'impartialité. Il doit avoir de l'expérience en matière de gestion d'entreprises et de comptabilité. Il doit également être tenu par un code de déontologie et sa responsabilité professionnelle doit être couverte par une assurance. Le tribunal peut désigner le commissaire au sursis parmi les personnes habilitées par les organismes publics ou privés désignés ou agréés par l'autorité compétente pour assister les entreprises en difficulté. Le tribunal choisit le commissaire au sursis en fonction de ses qualités et selon les nécessités de l'espèce. Si la situation le requiert, le tribunal peut désigner un collège de commissaires ayant des formations distinctes.

La manière dont le commissaire au sursis se sera acquitté de sa mission pourra faire l'objet d'une évaluation par le tribunal. Cette évaluation sera tenue au greffe du tribunal.

Au moment de son entrée en fonction et devant le président du tribunal de commerce ou son délégué, le commissaire au sursis prête le serment suivant :

« Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk. Ik zweer mijn opdracht in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk te zullen vervullen. »

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge. Je jure d'accomplir ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité. »

« Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Verfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes. Ich schwöre den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich zu erfüllen. »

Ses honoraires sont déterminés par le tribunal de commerce d'après les règles et barèmes fixés par le Roi et sont payés par préférence.

A la demande de tout intéressé, le tribunal de commerce peut, selon les formes du référé, à tout moment et pour autant que cela s'avère absolument nécessaire, procéder au remplacement du commissaire au sursis, ou de l'un d'eux, ou en augmenter ou en diminuer le nombre. La demande est dirigée contre le commissaire au sursis, le ministère public et le débiteur entendus.

**Art. 20.** A tout moment de la période d'observation, le tribunal peut, à la demande de tout intéressé et après avoir entendu le débiteur et le commissaire au sursis, modifier sa décision prise en vertu de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3. Cette modification est publiée conformément à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, et notifiée conformément à l'article 17, § 2.

benaming waaronder die activiteit wordt uitgeoefend, de zetel alsmede de plaats van de hoofdvestiging en het inschrijvingsnummer van de rechtspersoon in het handelsregister, alsook zijn inschrijvingsnummer voor de belasting over de toegevoegde waarde;

2° de datum van het vonnis dat de voorlopige opschorting toekent en de rechtbank die het heeft gewezen;

3° de naam, de voornamen en het adres van de commissaris inzake opschorting

4° de oproeping om aangifte van schuldvorderingen te doen en de termijn waarbinnen die aangifte dient te gebeuren;

5° plaats, dag en uur bepaald om uitspraak te doen over een definitieve opschorting;

6° de daden van bestuur of beschikking die de schuldenaar alleen mag verrichten met machtiging van de commissaris inzake opschorting.

§ 2. De commissaris inzake opschorting stelt bij aangetekende brief de schuldeisers persoonlijk in kennis van die gegevens.

**Art. 18.** Ter griffie wordt een dossier van opschorting gehouden waarin alle elementen betreffende de grond van de zaak en betreffende de procedure voorkomen.

Iedere schuldeiser en, met toestemming van de voorzitter van de rechtbank van koophandel of van zijn gemachtigde, ieder die een rechtmatig belang kan aantonen, kan kosteloos inzake nemen van het dossier en kan er een kopie van krijgen mits hij de griffierechten betaalt.

**Art. 19.** De commissaris inzake opschorting wordt door de rechtbank aangewezen en wordt ermee belast de schuldenaar bij te staan bij het bestuur, onder toezicht van de rechtbank; hij brengt verslag uit telkens als de omstandigheden het vereisen en in ieder geval op verzoek van de rechtbank.

De aangewezen commissaris inzake opschorting moet waarborgen van onafhankelijkheid en onpartijdigheid bieden. Hij moet vertrouwd zijn met het bestuur van een onderneming en met boekhouden. Hij moet tevens gebonden zijn door een deontologische code en zijn professionele aansprakelijkheid moet zijn verzekerd. De rechtbank kan de commissaris inzake opschorting aanstellen uit de personen hiertoe gemachtigd door de overheidsinstellingen of particuliere instellingen die door de bevoegde overheid zijn aangewezen of erkend om ondernemingen in moeilijkheden te begeleiden. De rechtbank kiest de commissaris inzake opschorting op basis van zijn deskundigheid en naar gelang van de behoeften terzake. Ingeval dat nodig mocht zijn, kan de rechtbank een college van commissarissen met een verschillende opleiding aanwijzen.

De wijze waarop de commissaris inzake opschorting zich van zijn opdracht heeft gekweten, kan door de rechtbank worden beoordeeld. Deze beoordeling wordt bijgehouden op de griffie van de rechtbank.

Bij het aanvaarden van zijn ambt legt de commissaris inzake opschorting, ten overstaan van de voorzitter van de rechtbank van koophandel of diens gemachtigde, de eed af in de volgende bewoordingen :

« Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk. Ik zweer mijn opdracht in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk te zullen vervullen. »

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge. Je jure d'accomplir ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité. »

« Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Verfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes. Ich schwöre den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich zu erfüllen. »

Zijn ereloon wordt door de rechtbank van koophandel bepaald volgens de door de Koning vastgestelde regels en barema's en wordt bij voorrang betaald.

Op vordering van iedere belanghebbende kan de rechtbank van koophandel, volgens de vorm van het kort geding, te allen tijde en zo dit volstrekt noodzakelijk blijkt, overgaan tot vervanging van de commissaris inzake opschorting, of een van hen, of hun aantal vermeerderen of verminderen. De vordering wordt gericht tegen de commissaris inzake opschorting, waarbij het openbaar ministerie en de schuldenaar worden gehoord.

**Art. 20.** Op elk ogenblik tijdens de observatieperiode kan de rechtbank, op verzoek van iedere belanghebbende en na de schuldenaar en de commissaris inzake opschorting te hebben gehoord, zijn beslissing genomen krachtens artikel 15, § 1, derde lid, wijzigen. Deze wijziging wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel 17, § 1, en ter kennis gebracht overeenkomstig artikel 17, § 2.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup> Aucune voie d'exécution sur des biens meubles ou immeubles ne peut, au cours de la période d'observation, être poursuivie ou exercée.

Ce sursis est applicable à tous les créanciers, quelle que soit la sûreté dont ils disposent, et à l'action en revendication du créancier-proprétaire. Le sursis ne profite ni aux codébiteurs ni aux cautions.

Le tribunal peut, à la demande du créancier-proprétaire, du créancier hypothécaire, gagiste et de celui qui bénéficie d'un privilège spécial, qui prouve que sa sûreté ou sa propriété subit ou pourrait subir une importante moins-value, accorder des sûretés supplémentaires en guise de compensation, eu égard au montant de la créance.

Le présent paragraphe ne porte pas préjudice aux dispositions contraires établies par des lois particulières applicables qu'il y ait concours ou non.

§ 7. Lorsque les intérêts et les charges des créances ayant pris cours depuis l'octroi du concordat ne sont pas payés, les créanciers retrouvent le plein exercice de leurs droits.

**Art. 22.** Aucune saisie ne peut être pratiquée au cours de la période d'observation. Les saisies déjà pratiquées avant le sursis conservent cependant leur caractère conservatoire, mais le tribunal de commerce peut, selon les circonstances, en accorder mainlevée, après avoir entendu le débiteur, le créancier et le commissaire au sursis.

**Art. 23.** A la demande du commissaire au sursis, du débiteur, du ministère public ou d'office, le tribunal peut proroger une fois et au maximum pour trois mois la période d'observation prévue à l'article 15, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 24.** Lorsque le débiteur ne remplit plus les conditions d'obtention du concordat, le tribunal peut à tout moment, sur requête du débiteur ou du commissaire au sursis, ou sur citation du ministère public ou de tout autre intéressé, ordonner la fin du sursis provisoire après avoir entendu le débiteur.

Dans le même jugement, le tribunal peut prononcer la faillite du débiteur après l'avoir spécialement entendu sur les conditions de la faillite.

**Art. 25.** Les créanciers déclarent leur créance et en déposent le titre au greffe du tribunal de commerce, au plus tard le jour déterminé par le jugement qui accorde le sursis provisoire.

A leur demande, le greffier délivre un accusé de réception, éventuellement sur une copie de l'inventaire joint.

Le dernier jour auquel il peut être procédé aux déclarations de créance ne peut être fixé à moins de huit jours ouvrables de l'expiration du délai visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>.

Toute déclaration mentionne les nom, prénoms, profession et domicile du créancier, la cause et le titre de la créance et, le cas échéant, les privilèges dont il bénéficie, ainsi que les droits d'hypothèque ou de gage qui en garantissent le paiement. Le cas échéant, les créanciers mentionnent également les sûretés personnelles dont ils disposent.

**Art. 26.** Le commissaire au sursis examine les créances déclarées et les titres déposés, avec l'assistance du débiteur. Ces créances sont comparées aux livres et écritures du débiteur.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le débiteur et/ou le commissaire au sursis émettent une objection à l'admission d'une créance, ils renvoient au tribunal la contestation concernant la créance non admise.

Le créancier dont la créance est contestée en est immédiatement informé par les soins du greffier. La notification de ce dernier comporte aussi la convocation à comparaître devant le tribunal et mentionne les lieu, jour et heure des débats.

Le greffier convoque également le débiteur.

§ 2. A l'audience fixée pour l'examen des contestations, le tribunal statue, après avoir entendu le commissaire au sursis, le créancier et le débiteur, conformément aux articles 735 à 1024 du Code judiciaire.

Lorsque le litige concernant la créance contestée ne relève pas de sa compétence, le tribunal renvoie les parties devant le tribunal compétent.

**Art. 21.** § 1 Tijdens de observatieperiode kan geen enkel middel van tenuitvoerlegging op de roerende of onroerende goederen worden voortgezet of aangewend.

Deze opschorting is van toepassing op alle schuldeisers, ongeacht de zekerheid waarover ze beschikken, en op de terugvordering door de schuldeiser-eigenaar. De opschorting komt de medeschuldenaars en de borgen van de schuldenaar niet ten goede.

De rechtbank kan, op verzoek van de schuldeiser-eigenaar, de hypotheecaire, pandhoudende en bijzonder bevoorrechte schuldeiser die bewijst dat zijn zekerheid of eigendom een belangrijke waardevermindering ondergaat of kan ondergaan, ter compensatie bijkomende zekerheden toestaan rekening houdend met het bedrag van de schuldvordering.

Deze paragraaf doet geen afbreuk aan andersluidende bepalingen voorgeschreven door bijzondere wetten die van toepassing zijn ongeacht of er samenloop is of niet.

§ 2. De schuldeisers herwinnen de volle uitoefening van hun rechten indien de interesten en lasten van de schuldvorderingen die sinds de toekenning van het akkoord lopen, niet worden betaald.

**Art. 22.** Tijdens de observatieperiode kan geen enkel beslag worden gelegd. Beslag, reeds voor de opschorting gelegd, behoudt evenwel zijn bewarende werking, maar de rechtbank van koophandel kan naar gelang van de omstandigheden daarvan opheffing verlenen, na de schuldenaar, de schuldeiser en de commissaris inzake opschorting te hebben gehoord.

**Art. 23.** Op verzoek van de commissaris inzake opschorting, de schuldenaar, het openbaar ministerie of ambtshalve kan de rechtbank de in artikel 15, § 1, bedoelde observatieperiode eenmaal verlengen met maximaal drie maanden.

**Art. 24.** Wanneer de schuldenaar niet meer voldoet aan de voorwaarden voor het verkrijgen van het akkoord, kan de rechtbank, op verzoekschrift van de schuldenaar of van de commissaris inzake opschorting, of op dagvaarding van het openbaar ministerie of van iedere andere belanghebbende, te allen tijde de beëindiging van de voorlopige opschorting bevelen, na de schuldenaar te hebben gehoord.

In hetzelfde vonnis kan de rechtbank het faillissement van de schuldenaar uitspreken na hem in het bijzonder te hebben gehoord over de faillissementsvoorwaarden.

**Art. 25.** De schuldeisers doen aangifte van hun schuldvordering en dienen de titel ervan in op de griffie van de rechtbank van koophandel, uiterlijk op de dag bepaald bij het vonnis waarbij de voorlopige opschorting wordt verleend.

Op hun verzoek geeft de griffier een ontvangstbewijs af, eventueel op een afschrift van de erbij gevoegde inventaris.

De uiterlijke datum bepaald om aangifte van schuldvordering te doen mag niet vastgesteld zijn op minder dan acht werkdagen voor het verstrijken van de in artikel 15, § 1, bedoelde termijn.

Elke aangifte vermeldt de naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van de schuldeiser, de oorzaak en de titel van de schuldvordering en, in voorkomend geval, de voorrechten waarop hij aanspraak kan maken, alsmede de hypotheek- of pandrechten die er de betaling van garanderen. In voorkomend geval vermelden de schuldeisers tevens de persoonlijke zekerheden waarover zij beschikken.

**Art. 26.** De commissaris inzake opschorting onderzoekt de aangegeven schuldvorderingen en de ingediende titels, hierin bijgestaan door de schuldenaar. Die schuldvorderingen worden vergeleken met de boeken en bescheiden van de schuldenaar.

**Art. 27.** § 1. Wanneer de schuldenaar en/of de commissaris inzake opschorting bezwaar heeft tegen de toelating van een schuldvordering, verwijst hij de betwisting betreffende de niet-toegelaten schuldvordering naar de rechtbank.

De schuldeiser wiens schuldvordering wordt betwist, wordt hiervan, door toedoen van de griffier, onmiddellijk op de hoogte gebracht. De kennisgeving van laatstgenoemde houdt tevens de oproeping in om voor de rechtbank te verschijnen en bepaalt plaats, dag en uur van het debat.

De griffier roept tevens de schuldenaar op.

§ 2. Op de terechtzitting vastgesteld voor de behandeling van de betwistingen beslist de rechtbank, na de commissaris inzake opschorting, de schuldeiser en de schuldenaar te hebben gehoord, overeenkomstig de artikelen 735 tot 1024 van het Gerechtelijk Wetboek.

Behoort het geschil omtrent de betwiste vordering niet tot haar bevoegdheid, dan verwijst de rechtbank de partijen naar de bevoegde rechtbank.

§ 3. Tant qu'aucune décision n'intervient au sujet de la créance contestée, celle-ci est, à la demande du commissaire au sursis, provisoirement admise dans les opérations du concordat pour le montant déterminé par le tribunal et il en est également tenu compte lors de l'élaboration du plan. L'ordonnance déterminant le montant provisoirement admis n'est pas susceptible de recours.

**Art. 28.** Le jugement accordant le sursis provisoire ne met pas fin aux contrats conclus avant cette date.

Toute clause d'un contrat, et notamment une clause résolutoire, suivant laquelle la résolution du contrat a lieu du seul fait de la demande ou de l'octroi d'un concordat, est sans effet. Les clauses pénales, visant à couvrir de façon forfaitaire les dommages potentiels subis par suite du non-respect de l'engagement principal, restent sans effet au cours de la période d'observation.

Les présentes dispositions ne portent pas préjudice aux dispositions contraires établies par des lois particulières applicables qu'il y ait concours ou non.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Durant la période d'application du sursis provisoire, le débiteur élabore un plan de redressement ou de paiement composé d'une partie descriptive et d'une partie prescriptive. Il joint ce plan au dossier du sursis visé à l'article 18.

Le cas échéant, le commissaire au sursis désigné par le tribunal assiste le débiteur dans l'élaboration du plan.

§ 2. La partie descriptive du plan décrit l'état de l'entreprise ainsi que les difficultés qu'elle rencontre.

§ 3. La partie prescriptive du plan de redressement ou de paiement contient les mesures à prendre pour désintéresser les créanciers. Il mentionne aussi les crédits indispensables pour assurer la poursuite des activités de l'entreprise et les moyens nécessaires à l'entreprise pour assurer son redressement.

Le plan indique les délais de paiement et les abattements de créance proposés. Il peut prévoir la conversion de créances en actions et le règlement différencié de certaines catégories de créances, notamment en fonction de leur ampleur ou de leur nature. Le plan peut également prévoir une mesure de rééchelonnement du paiement des intérêts, ainsi que l'imputation prioritaire des sommes réalisées sur le montant principal de la créance.

Sans préjudice de l'article 30, le plan indique les biens meubles non payés qui peuvent être revendiqués sur la base d'une clause suspendant le transfert de propriété jusqu'au paiement intégral au prix. Lorsque l'intérêt de l'entreprise l'exige, le plan peut toutefois faire mention des biens que le propriétaire non payé ne peut revendiquer.

Lorsque le sauvetage de l'entreprise et le maintien des activités requièrent une réduction de la masse salariale, un plan social de restructuration sera prévu. Le cas échéant, celui-ci peut prévoir des licenciements. Lors de l'élaboration de ce plan, les représentants du personnel au sein du conseil d'entreprise ou, à défaut, du comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, la délégation syndicale si celle-ci a été constituée ou, à défaut, une délégation du personnel, seront entendus.

Lorsqu'un transfert de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci est envisagé, il en sera également fait mention dans le plan.

**Art. 30.** Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 3 et pour autant que le plan prévoit le paiement des intérêts à l'égard du vendeur non payé qui bénéficie d'une clause suspendant le transfert de propriété jusqu'au paiement intégral du prix, des créanciers hypothécaires, gagistes et de ceux qui bénéficient d'un privilège spécial et à l'égard de l'administration des impôts et pour autant que les paiements ou les remboursements ne soient pas suspendus pendant plus de dix-huit mois, le juge peut rendre le plan également obligatoire pour ce vendeur ou ces créanciers, sans leur consentement individuel.

Lorsque ce vendeur ou ces créanciers prouvent que leur propriété ou leur sûreté subit ou pourrait subir une importante moins-value, le juge peut leur accorder des sûretés supplémentaires en guise de compensation, eu égard au montant de la créance.

Lorsque les conditions fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas remplies et que le plan prévoit néanmoins un sursis à l'égard de ce vendeur et de ces créanciers ou lorsque, nonobstant le respect des conditions visées à

§ 3. Zolang geen uitspraak is gedaan over een betwiste schuldvordering wordt deze, op verzoek van de commissaris inzake opschorting en voor het bedrag bepaald door de rechtbank, provisioneel toegelaten in de verrichtingen van de akkoordprocedure en wordt er rekening mee gehouden bij het opstellen van het plan. Tegen de beschikking waarbij het toegelaten bedrag provisioneel wordt bepaald, staan geen rechtsmiddelen open.

**Art. 28.** Het vonnis tot toekenning van voorlopige opschorting maakt geen einde aan de overeenkomsten gesloten voor die datum.

Elk beding van een overeenkomst, en inzonderheid een ontbindende voorwaarde, volgens hetwelk de ontbinding van de overeenkomst alleen al geschiedt doordat een akkoord is aangevraagd of verkregen, blijft zonder gevolg. De strafbedingen die ertoe strekken op forfaitaire wijze de potentiële schade te dekken geleden door het niet nakomen van de hoofdverbintenis, blijven tijdens de observatieperiode zonder gevolg.

Deze bepalingen doen geen afbreuk aan andersluidende bepalingen voorgeschreven door bijzondere wetten die van toepassing zijn ongeacht of er samenloop is of niet.

**Art. 29.** § 1 Gedurende de periode waarin de voorlopige opschorting van toepassing is, stelt de schuldenaar een herstel- of betalingsplan op, bestaande uit een beschrijvend gedeelte en een bepalend gedeelte. Hij voegt dat plan bij het dossier van opschorting bedoeld in artikel 18.

In voorkomend geval staat de door de rechtbank aangestelde commissaris inzake opschorting de schuldenaar bij met het opstellen van het plan.

§ 2. Het beschrijvend gedeelte van het plan geeft de staat van de onderneming aan, alsmede de moeilijkheden waarmee zij te kampen heeft.

§ 3. Het bepalend gedeelte van het herstel- of betalingsplan bevat de maatregelen die moeten worden genomen om de schuldeisers te voldoen. Er worden tevens de kredieten in vermeld die onontbeerlijk zijn om ervoor te zorgen dat de onderneming haar activiteiten kan voortzetten en de middelen die de onderneming nodig heeft met het oog op haar herstel.

Het plan vermeldt de voorgestelde betalingstermijnen en schuldverminderingen. Het kan voorzien in de omzetting van schulden in aandelen en in de gedifferentieerde regeling van bepaalde categorieën van schulden, inzonderheid op grond van hun omvang of hun aard. Het plan kan tevens voorzien in een maatregel om de betaling van de interesten te herschikken, alsmede bepalen dat de te gelde gemaakte bedragen bij voorrang op de hoofdsom van de vordering moeten worden toegerekend.

Onverminderd de bepalingen van artikel 30 geeft het plan de niet-betaalde roerende goederen aan die kunnen worden teruggevorderd op grond van een beding dat de eigendomsoverdracht opschort tot de volledige betaling van de prijs. Indien het belang van de onderneming het vereist, kan het plan evenwel die goederen aanwijzen welke de niet-betaalde eigenaar niet kan terugvorderen.

Vereisen de redding van de onderneming en het behoud van de activiteit een inkrimping van de loonmassa, dan wordt voorzien in een sociaal herstructureringsplan. In voorkomend geval kan dit in afvloeiingen voorzien Bij de uitwerking van dit plan worden de vertegenwoordigers van het personeel in de ondernemingsraad of, indien er geen is, in het comité voor preventie en bescherming op het werk of, indien er geen is, de vakbondsafvaardiging ingeval er een is opgericht of, indien er geen is, een werknemersafvaardiging, gehoord.

Wordt een overdracht van de onderneming of van een gedeelte ervan overwogen, dan wordt dit eveneens in het plan vermeld.

**Art. 30.** Voor zover het plan voorziet in de betaling van interest aan de niet-betaalde verkoper die een beding geniet dat de eigendomsoverdracht opschort tot de volledige betaling van de prijs, aan de hypothecaire, pandhoudende en bijzonder bevoorrechte schuldeisers en aan de belastingadministratie, en voor zover de betalingen of aflossingen niet langer dan achttien maanden worden opgeschort, kan de rechter het plan ook voor die verkoper of die schuldeisers en zonder hun individuele toestemming bindend verklaren, onverminderd het bepaalde in het derde lid.

Wanneer die verkoper of die schuldeisers bewijzen dat hun zekerheid een belangrijke waardevermindering ondergaat of kan ondergaan, kan de rechter hen ter compensatie bijkomende zekerheden toestaan, rekening houdend met het bedrag van de schuldvordering.

Indien de voorwaarden bepaald in het eerste lid niet zijn voldaan en het plan ten aanzien van die verkoper en die schuldeisers toch in een opschorting voorziet of, niettegenstaande de eerbiediging van de

l'alinéa 1<sup>er</sup>, le plan modifie leur situation actuelle ou future, ils doivent y consentir expressément. Le cas échéant, les consentements sont joints au plan lors de son dépôt au greffe.

Le remplacement de membres du conseil d'administration ou de gérants, ou chaque modification ou réduction de leurs compétences ne peut être prévu dans le plan qu'après délibération et autorisation de l'assemblée générale des associés, à cet effet convoquée par le commissaire au sursis.

#### Section 4. — Du sursis définitif

**Art. 31.** Au jour fixé conformément à l'article 16, le tribunal entend le débiteur, les créanciers et le commissaire au sursis.

**Art. 32.** Les créanciers qui ont procédé à une déclaration reçoivent, par les soins du greffier, une notification individuelle indiquant que le plan est à l'examen et qu'ils peuvent le consulter, sans déplacement, au greffe du tribunal. Il leur est également précisé qu'ils peuvent faire valoir à l'audience, soit par écrit, soit oralement, leurs observations relatives au plan proposé et que ce plan fera l'objet d'un vote. Le tribunal peut déterminer que des cautions et autres débiteurs de sûretés personnelles recevront également cette notification et qu'ils peuvent, de la même manière, faire valoir leurs observations.

Nonobstant l'application de l'article 30, seuls les créanciers à l'égard desquels le plan prévoit un sursis peuvent prendre part au vote.

Le commissaire au sursis informe du contenu du plan le conseil d'entreprise ou, à défaut le comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, la délégation syndicale si celle-ci a été constituée ou, à défaut, une délégation du personnel.

**Art. 33.** Au plus tard quinze jours après l'audition des intéressés, le tribunal décide soit qu'un sursis définitif soit que le transfert proposé de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci peut être autorisé. Si le tribunal n'autorise pas le sursis définitif, il peut prononcer dans le même jugement la faillite du débiteur après l'avoir spécialement entendu sur les conditions de la faillite.

La décision du tribunal est publiée par extrait au *Moniteur belge* par les soins du greffier.

**Art. 34.** Si l'ordre public ne s'y oppose pas et si le débiteur offre les garanties nécessaires de probité en la gestion, le tribunal peut approuver le sursis définitif lorsque plus de la moitié des créanciers ayant fait la déclaration de leur créance, ayant pris part au vote, et représentant en valeur plus de la moitié des créances, y consentent.

Le sursis accordé ne peut cependant pas dépasser vingt-quatre mois à compter de la décision judiciaire. Toutefois, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le tribunal peut proroger une fois le sursis accordé de douze mois au maximum.

**Art. 35.** L'approbation du tribunal rend le plan contraignant pour tous les créanciers concernés, sauf des adaptations qui seront apportées en considération des décisions rendues sur les créances contestées.

Le créancier qui n'a pas déclaré sa créance dans le délai prévu est tenu par le sursis définitif. Une déclaration tardive n'est seulement suivie d'effet, que dans la mesure où il n'est pas porté atteinte au plan approuvé.

A moins que le plan n'en dispose autrement de manière expresse, l'exécution complète de celui-ci libère totalement et définitivement le débiteur pour toutes les créances y figurant.

Le sursis de paiement ne profite pas aux codébiteurs et aux cautions du débiteur.

**Art. 36.** Le commissaire au sursis exerce la surveillance et le contrôle de l'exécution du plan et du concordat.

Au moins tous les six mois et à chaque demande du tribunal, le commissaire au sursis lui fait rapport sur l'exécution du plan et du concordat.

Ce rapport est joint au dossier du sursis.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le commissaire au sursis constate l'absence d'exécution de la totalité ou d'une partie du plan, il peut demander, dans son rapport au tribunal, la révocation du sursis.

voorwaarden bepaald in het eerste lid, hun huidige of toekomstige positie wordt gewijzigd, dan moeten zij met het plan uitdrukkelijk instemmen. In voorkomend geval worden de verklaringen van instemming bij het plan gevoegd bij de neerlegging ervan ter griffie.

De vervanging van de leden van de raad van bestuur of van zaakvoerders, of elke wijziging of inkrimping van hun bevoegdheden kan slechts worden opgenomen in het plan na beraadslaging en goedkeuring door de algemene vergadering van de vennoten, hiertoe bijeengeroepen door de commissaris inzake opschorting.

#### Afdeling 4. — Definitieve opschorting van betaling

**Art. 31.** Op de rechtsdag bepaald overeenkomstig artikel 16 hoort de rechtbank de schuldenaar, de schuldeisers en de commissaris inzake opschorting.

**Art. 32.** De schuldeisers die aangifte hebben gedaan ontvangen, door toedoen van de griffier, een individuele kennisgeving dat het plan wordt onderzocht en dat zij het, ter plaatse ter griffie van de rechtbank kunnen raadplegen. Zij worden er ook van verwittigd dat zij, hetzij schriftelijk, hetzij mondeling op de zitting hun opmerkingen kunnen maken betreffende het voorgestelde plan en dat over dat plan moet worden gestemd. De rechtbank kan bepalen dat borgen en andere verstrekkers van persoonlijke zekerheden deze kennisgeving eveneens ontvangen en op dezelfde wijze hun opmerkingen kunnen maken.

Niettegenstaande de toepassing van artikel 30 kunnen alleen de schuldeisers voor wie het plan in een opschorting voorziet, aan de stemming deelnemen.

De commissaris inzake opschorting licht de ondernemingsraad in of, indien er geen is, het comité voor preventie en bescherming op het werk of, indien er geen is, de vakbondsafvaardiging ingeval er een is opgericht of, indien er geen is, een werknemersafvaardiging, over de inhoud van het plan.

**Art. 33.** Uiterlijk vijftien dagen nadat de betrokkenen zijn gehoord beslist de rechtbank of een definitieve opschorting van betaling of de voorgestelde overdracht van de onderneming of van een gedeelte ervan kan worden toegestaan. Indien de rechtbank de definitieve opschorting van betaling niet toestaat kan zij in hetzelfde vonnis het faillissement van de schuldenaar uitspreken na hem in het bijzonder te hebben gehoord over de faillissementsvoorwaarden.

De beslissing van de rechtbank wordt door toedoen van de griffier bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 34.** Indien de openbare orde er niet aan in de weg staat en de schuldenaar de nodige waarborgen biedt voor een eerlijk bestuur, kan de rechtbank de definitieve opschorting van betaling goedkeuren als meer dan de helft van de schuldeisers die aangifte hebben gedaan van hun schuldvordering, die hebben deelgenomen aan de stemming en die in waarde meer dan de helft van de schuldvorderingen vertegenwoordigen, hiermee instemmen.

De toegestane opschorting mag evenwel niet meer bedragen dan vierentwintig maanden te rekenen van de rechterlijke beslissing. Onder dezelfde voorwaarden als die gesteld in het eerste lid, kan de rechtbank de toegestane opschorting eenmaal verlengen met maximaal twaalf maanden.

**Art. 35.** De goedkeuring van de rechtbank maakt het plan bindend voor alle betrokken schuldeisers, behoudens aanpassingen die zullen worden gedaan met inachtneming van de in verband met de betwiste schuldvorderingen genomen beslissingen.

De schuldeiser die zijn schuldvordering niet heeft aangegeven binnen de vastgestelde termijn, is gebonden door de definitieve opschorting. Een laattijdige aangifte heeft slechts gevolg in zoverre hierdoor niet geraakt wordt aan het goedgekeurde plan.

Tenzij het plan uitdrukkelijk anders bepaalt, wordt de schuldenaar volledig en definitief bevrijd door de volledige uitvoering van het plan voor alle hierin opgenomen schuldvorderingen.

De opschorting van betaling komt de medeschuldenaars en de borgen van de schuldenaar niet ten goede.

**Art. 36.** De commissaris inzake opschorting oefent toezicht en controle uit over de uitvoering van het plan en de akkoordprocedure.

Ten minste om de zes maanden en telkens als de rechtbank erom verzoekt, brengt de commissaris inzake opschorting verslag uit aan de rechtbank over de uitvoering van het plan en het akkoord.

Dit verslag wordt bij het dossier van opschorting gevoegd.

**Art. 37.** § 1. Stelt de commissaris inzake opschorting de niet-uitvoering van geheel of een deel van het plan vast, dan kan hij in zijn verslag aan de rechtbank de herroeping van de opschorting vorderen.



Tout créancier peut demander la révocation du sursis, lorsqu'il n'est pas désintéressé de ses créances dans les délais et selon les modalités déterminées dans le plan ou lorsqu'il démontre qu'il ne le sera pas.

§ 2. Le tribunal peut révoquer le sursis de paiement en cas d'absence d'exécution de la totalité ou d'une partie du plan, après avoir entendu le commissaire au sursis et le débiteur, ainsi que les cautions intervenues pour assurer l'exécution totale ou partielle du plan.

La révocation du sursis de paiement ne libère pas ces cautions.

§ 3. Lors de la révocation du sursis et dans le même jugement, le tribunal peut prononcer la faillite du débiteur après l'avoir spécialement entendu sur les conditions de la faillite.

**Art. 38.** Dans l'intérêt de l'entreprise, le tribunal peut, à la demande du débiteur ou du commissaire au sursis, approuver des modifications du plan de nature à en favoriser l'exécution. Le débiteur ou le commissaire au sursis sont entendus. Lorsque la modification est de nature à porter préjudice aux droits des créanciers associés au plan de redressement, l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, est applicable.

A la demande de tout créancier concerné, pour autant que celui-ci n'ait pas préalablement consenti aux propositions du plan conformément à l'article 34, le tribunal peut également décider des modifications du plan si ce créancier prouve que l'exécution du plan peut l'exposer à de sérieuses difficultés.

Une décision de modification du plan ne peut être prise qu'après rapport du commissaire au sursis, le débiteur et le créancier concerné entendus.

Lorsque la modification est de nature à porter préjudice aux droits des autres créanciers associés au plan de redressement, l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, est applicable.

**Art. 39.** Le jugement portant révocation ou modification du plan est publié par extrait au *Moniteur belge* par les soins du greffier.

**Art. 40.** Un mois avant l'expiration du délai du sursis, le commissaire au sursis établit un rapport final concernant l'exécution du plan.

A la demande du commissaire au sursis, le tribunal prononce la fin du sursis après avoir entendu le débiteur convoqué à la diligence du greffier, au moins huit jours avant l'audience, et donne décharge au commissaire au sursis.

Le jugement prononçant la fin de sursis est publié par extrait au *Moniteur belge* par les soins du greffier.

Au cas où le tribunal refuse ou révoque le sursis, il peut donner décharge au commissaire au sursis après avoir entendu le débiteur.

### CHAPITRE III. — Du transfert de l'entreprise

**Art. 41.** Le tribunal peut autoriser le commissaire au sursis à réaliser le transfert de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci si ce transfert contribue au remboursement des créanciers et s'il permet le maintien d'une activité économique et d'un certain volume d'emploi. Le commissaire au sursis assure la publicité nécessaire à la décision d'aliénation d'une activité. Toute personne est autorisée à adresser une proposition de reprise au commissaire au sursis.

Le commissaire au sursis examine les propositions à la lumière du maintien d'une activité économique viable et l'incidence sur les possibilités de remboursement des créanciers. Il discute les propositions reçues avec les organes de gestion compétents de l'entreprise et avec les représentants des travailleurs.

Il peut décider d'avoir des entretiens plus approfondis avec un ou plusieurs candidats à la reprise, en vue d'aboutir à un consensus avec les travailleurs. Il veille également, dans ce cadre, à préserver les intérêts légitimes des créanciers.

Au terme de cette procédure, le commissaire au sursis soumet une proposition de transfert intégral ou partiel de l'entreprise à l'approbation du tribunal. Avant de se prononcer, le tribunal entend à ce propos une délégation de la direction de l'entreprise et une délégation des travailleurs.

Iedere schuldeiser kan de herroeping van de opschorting vorderen, wanneer hij in zijn schuldvorderingen niet voldaan wordt op de wijze en binnen de termijnen in het plan bepaald of wanneer hij aantoonde dat hij niet zal worden voldaan.

§ 2. De rechtbank kan de opschorting van betaling herroepen in geval van niet-uitvoering van geheel of een deel van het plan, na de commissaris inzake opschorting en de schuldenaar, alsmede de borgen die zijn tussengekomen om de gehele of gedeeltelijke uitvoering van het plan te verzekeren, te hebben gehoord.

De herroeping van de opschorting van betaling bevrijdt deze borgen niet.

§ 3. Bij herroeping van de opschorting kan de rechtbank in hetzelfde vonnis het faillissement van de schuldenaar uitspreken na hem in het bijzonder te hebben gehoord over de faillissementsvoorwaarden.

**Art. 38.** In het belang van de onderneming kan de rechtbank, op verzoek van de schuldenaar of de commissaris inzake opschorting, wijzigingen in het plan goedkeuren, die de uitvoering ervan kunnen bevorderen. De schuldenaar of de commissaris inzake opschorting worden gehoord. Wanneer de wijzigingen de rechten kunnen benadelen van de bij het herstelplan betrokken schuldeisers, is artikel 34, eerste lid, van toepassing.

Op verzoek van elke betrokken schuldeiser, voor zover deze overeenkomstig artikel 34 niet vooraf heeft ingestemd met de bepalingen van het plan, kan de rechtbank tevens beslissen het plan te wijzigen indien deze schuldeiser aantoonde dat de uitvoering van het plan hem ernstige moeilijkheden kan opleveren.

Een beslissing om het plan te wijzigen kan pas genomen worden na een verslag van de commissaris inzake opschorting en nadat de schuldenaar en de betrokken schuldeiser zijn gehoord.

Wanneer de wijzigingen de rechten kunnen benadelen van de andere bij het herstelplan betrokken schuldeisers, is artikel 34, eerste lid, van toepassing.

**Art. 39.** Het vonnis tot herroeping of wijziging van het plan wordt door toedoen van de griffier bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 40.** Een maand voor het verstrijken van de termijn van opschorting brengt de commissaris inzake opschorting een eindverslag uit omtrent de uitvoering van het plan.

Op verzoek van de commissaris inzake opschorting spreekt de rechtbank het einde van de opschorting uit, na de schuldenaar, door toedoen van de griffier opgeroepen uiterlijk acht dagen voor de zitting, te hebben gehoord, en geeft zij kwijting aan de commissaris inzake opschorting.

Het vonnis dat het einde van de opschorting uitsprekt wordt door toedoen van de griffier bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Ingeval de rechtbank de opschorting weigert of herroept, kan de rechtbank kwijting geven aan de commissaris inzake opschorting, na de schuldenaar te hebben gehoord.

### HOOFDSTUK III. — De overdracht van de onderneming

**Art. 41.** Indien de overdracht bijdraagt tot de terugbetaling aan de schuldeisers en indien daardoor een economische activiteit en werkgelegenheid kan worden gehandhaafd, kan de rechtbank de commissaris inzake opschorting machtigen de overdracht van de onderneming of van een gedeelte ervan te verwezenlijken. De commissaris inzake opschorting zorgt ervoor dat de nodige publiciteit wordt gegeven aan het besluit tot vervreemding van een activiteit. Een ieder is gerechtigd een overnamevoorstel aan de commissaris inzake opschorting te richten.

De commissaris inzake opschorting onderzoekt de voorstellen in het licht van het behoud van een economisch levensvatbare activiteit en de weerslag op de mogelijkheden van terugbetaling aan de schuldeisers. Hij bespreekt de ingediende voorstellen met de bevoegde bestuursorganen van de onderneming alsook met de werknemersafvaardiging.

Hij kan beslissen diepgaander besprekingen te voeren met één of meer indieners van een voorstel met het oog op het bereiken van een consensus met de werknemers. Hij waakt hierbij eveneens over de rechtmatige belangen van de schuldeisers.

Aan het einde van die procedure, legt de commissaris inzake opschorting aan de rechtbank een voorstel tot gehele of gedeeltelijke overdracht van de onderneming ter goedkeuring voor. Vooraleer de rechtbank zich uitsprekt, hoort zij een afvaardiging van het bestuur van de onderneming en van de werknemers.

Si le commissaire au sursis propose le transfert de l'ensemble de l'entreprise, le tribunal ne peut approuver cette proposition que si plus de la moitié des créanciers ayant fait la déclaration de leur créance, ayant pris part au vote et représentant en valeur plus de la moitié des créances, y consentent.

**Art. 42.** Le transfert de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci peut constituer une des parties du plan de redressement ou de paiement.

**Art. 43.** Si, conformément à l'article 37, § 3, le sursis de paiement est révoqué, cette révocation reste sans effet sur le transfert de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci déjà effectué.

#### CHAPITRE IV. — *De la procédure de faillite*

**Art. 44.** Si le débiteur est déclaré en faillite au cours de la procédure en concordat, les créanciers concernés par le sursis y sont comptés à raison de la part qu'ils n'ont pas encore reçue, et entrent, sans préjudice des droits prévus à l'alinéa suivant, en concours avec les nouveaux créanciers.

Les actes accomplis par le débiteur au cours de la procédure avec la collaboration, l'autorisation ou l'assistance du commissaire au sursis, sont considérés lors de la faillite comme des actes du curateur, les dettes contractées pendant le concordat étant comprises comme dettes de la masse faillie.

**Art. 45.** Dans les cas prévus aux articles 24, 33 et 37 et dans le cas d'une personne morale, le tribunal peut ordonner au commissaire au sursis de convoquer l'assemblée générale de celle-ci avec sa dissolution à l'ordre du jour.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions pénales*

**Art. 46.** Le débiteur est puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 francs à 500 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° si, pour obtenir ou faciliter le concordat, il a, de quelque manière que ce soit, volontairement dissimulé une partie de son actif ou de son passif, ou exagéré cet actif ou minimalisé ce passif;

2° s'il a fait ou laisse sciemment intervenir aux délibérations un ou plusieurs créanciers supposés ou dont les créances ont été exagérées;

3° s'il a fait sciemment une ou plusieurs omissions dans la liste des créanciers;

4° s'il a fait ou laissé faire sciemment au tribunal ou au commissaire au sursis des déclarations inexactes ou incomplètes sur l'état de ses affaires ou sur les perspectives de réorganisation.

**Art. 47.** Sont punis d'une amende de 100 francs à 500 000 francs, ceux qui, frauduleusement, ont, sans être créanciers, pris part au vote prévu à l'article 34 ou, étant créanciers, exagéré leurs créances, et ceux qui ont stipulé, soit avec le débiteur, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers pour le sens de leur vote sur le sursis ou qui ont fait un traité particulier duquel résulterait en leur faveur un avantage à charge de l'actif du débiteur.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses*

**Art. 48.** L'article 84 du Code judiciaire est complété par un alinéa 3, libellé comme suit :

« Chaque tribunal de commerce institue une ou plusieurs chambres d'enquête commerciale. »

**Art. 49.** L'article 151 du même Code est complété par un alinéa 5, libellé comme suit :

« Chaque arrondissement judiciaire compte un ou plusieurs substitués du procureur du Roi spécialisés en matière commerciale. »

**Art. 50.** A l'article 205 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1. L'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« Pour pouvoir être nommé juge consulaire, effectif ou suppléant, le candidat doit être âgé de trente ans accomplis et avoir, pendant cinq ans au moins, avec honneur, exercé le commerce ou participé soit à la gestion d'une société commerciale ayant son principal établissement en Belgique, soit à la direction d'une organisation professionnelle ou interprofessionnelle représentative du commerce ou de l'industrie ou avoir de l'expérience en matière de gestion d'entreprises et de comptabilité. »

Wordt de overdracht van geheel de onderneming voorgesteld, dan kan de rechtbank deze slechts goedkeuren als meer dan de helft van de schuldeisers die aangifte hebben gedaan van hun schuldvordering, die hebben deelgenomen aan de stemming en die in waarde meer dan de helft van de schuldvorderingen vertegenwoordigen, hiermee instemmen.

**Art. 42.** De overdracht van de onderneming of van een gedeelte ervan kan een onderdeel zijn van het herstel- of betalingsplan.

**Art. 43.** Indien overeenkomstig artikel 37, § 3, de opschorting van betaling wordt herroepen, dan blijft deze herroeping zonder gevolg op de verwezenlijke overdracht van de onderneming of van een gedeelte ervan.

#### HOOFDSTUK IV. — *Procedure inzake faillissement*

**Art. 44.** Indien de schuldenaar failliet wordt verklaard in de loop van de akkoordprocedure, komen de schuldeisers die in de opschorting betrokken zijn hierin op voor het deel dat zij nog niet ontvangen hebben, en komen, onverminderd de rechten bedoeld in het volgende lid, in samenloop met de nieuwe schuldeisers.

Handelingen door de schuldenaar tijdens de akkoordprocedure verricht met medewerking, machtiging of bijstand van de commissaris inzake opschorting, worden bij faillissement beschouwd als handelingen van de curator, waarbij de schulden gedurende de akkoordprocedure aangegaan gelden als boedelschulden van het faillissement.

**Art. 45.** In de gevallen bedoeld in de artikelen 24, 33 en 37, en indien het een rechtspersoon betreft, kan de rechtbank bevelen dat de commissaris inzake opschorting de algemene vergadering van de rechtspersoon bijeenroept met de ontbinding ervan op de agenda.

#### HOOFDSTUK V. — *Strafbepalingen*

**Art. 46.** Met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van 100 frank tot 500 000 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft de schuldenaar :

1° wanneer hij, op enigerlei wijze, opzettelijk een gedeelte van zijn actief of zijn passief verbergt, of dit actief overdrijft of het passief minimaliseert, om het akkoord te verkrijgen of te vergemakkelijken;

2° wanneer hij willens en wetens bij de raadpleging een of meer personen doet of laat optreden wier schuldvorderingen verdicht of overdreven zijn;

3° wanneer hij willens en wetens een of meer gegevens heeft weggelaten uit de lijst van zijn schuldeisers;

4° wanneer hij willens en wetens aan de rechtbank of de commissaris inzake opschorting onjuiste of onvolledige inlichtingen verschaft of laat verschaffen over de stand van zijn zaken en de vooruitzichten tot herstructurering.

**Art. 47.** Met geldboete van 100 frank tot 500 000 frank wordt gestraft hij die, zonder schuldeiser te zijn, op bedrieglijke wijze aan de in artikel 34 bepaalde stemming deelneemt of die, schuldeiser zijnde, zijn schuldvorderingen overdrijft, en hij die, hetzij met de schuldenaar, hetzij met een ander persoon, bijzondere voordelen bedingt voor zijn wijze van stemmen over de opschorting, of die een bijzondere overeenkomst aangaat, waaruit voor hem een voordeel voortvloeit ten laste van het actief van de schuldenaar.

#### HOOFDSTUK VI. — *Diverse bepalingen*

**Art. 48.** Artikel 84 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Iedere rechtbank van koophandel stelt een of meer kamers voor handelonderzoek in. »

**Art. 49.** Artikel 151 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

« Er zijn in elk gerechtelijk arrondissement een of meer substituut-procureurs des Konings gespecialiseerd in handelsaangelegenheden. »

**Art. 50.** In artikel 205 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Om tot werkend of plaatsvervangend rechter in handelszaken te worden benoemd, moet men volle dertig jaar oud zijn, ten minste vijf jaar met ere handel hebben gedreven, deelgenomen hebben aan het bestuur van een handelsvennootschap waarvan de hoofdvesting zich in België bevindt of van een representatieve professionele of interprofessionele organisatie uit de handel of de nijverheid, of vertrouwd zijn met het bestuur van een onderneming en met boekhouden. »

2. Les modifications suivantes sont apportées au deuxième alinéa :

a) dans le texte néerlandais, les mots « het beheer » sont remplacés par les mots « het bestuur »;

b) au point 1° du texte néerlandais, les mots « onder een gemeenschappelijke naam » sont remplacés par les mots « onder firma »;

c) au point 3°, les mots « sociétés de personnes » sont remplacés par les mots « sociétés privées » et, dans le texte néerlandais, les mots « de beheerders » sont remplacés par les mots « de bestuurders ».

3. Un quatrième alinéa, libellé comme suit, est ajouté :

« Pour l'application du présent article, sont notamment considérés comme ayant de l'expérience en matière de gestion d'entreprises et de comptabilité :

1° les réviseurs d'entreprises inscrits sur la liste de l'Institut des réviseurs d'entreprises;

2° les experts comptables inscrits sur la liste de l'Institut des experts comptables. »

**Art. 51.** A l'article 574 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

a) le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° des actions et contestations qui découlent directement des faillites et des concordats judiciaires, conformément à ce qui est prescrit par la loi sur les faillites et par la loi relative au concordat judiciaire, et dont les éléments de solution résident dans le droit particulier qui concerne le régime des faillites et des concordats judiciaires; »

b) l'article est complété par un 10°, libellé comme suit :

« 10° des demandes d'homologation de décisions tendant au déplacement du siège d'une société en liquidation. »

**Art. 52.** L'article 578 du même Code est complété par un 9°, libellé comme suit :

« 9° des contestations concernant la qualité des travailleurs et le maintien de leurs droits du fait du transfert de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci, visées au chapitre IV du titre III de la loi relative au concordat judiciaire. »

**Art. 53.** A l'article 631 du même Code, l'alinéa 3 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. Le tribunal de commerce compétent pour accorder le concordat judiciaire est celui dans le ressort duquel le débiteur a son domicile ou, s'il s'agit d'une personne morale, son siège social, à la date de l'introduction du concordat judiciaire. Lorsque le débiteur n'a pas de domicile connu en Belgique ni à l'étranger, le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel le débiteur a son principal établissement.

Le tribunal visé à l'alinéa précédent reste compétent pour et durant toutes les opérations prévues par la loi relative au concordat judiciaire et par la loi sur les faillites. »

**Art. 54.** A l'article 764 du même Code, remplacé par la loi du 3 août 1992, le 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° les demandes en concordat, en déclaration de faillite, en report de la date de cessation de paiement ainsi que les procédures en révocation du sursis de paiement et en clôture de la faillite; ».

**Art. 55.** L'article 1395, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code est complété comme suit :

« La mainlevée de la saisie pratiquée avant l'octroi du sursis de paiement peut par contre être accordée par le tribunal compétent en matière de concordat judiciaire. »

**Art. 56.** L'article 2 de la loi du 15 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de commerce et modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, modifiée par les lois des 25 juillet 1974, 23 septembre 1985 et 28 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le nombre de juges consulaires est établi comme suit :

Siège	Juges consulaires
Bruxelles .....	154
Anvers .....	98
Liège .....	44

2. In het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden «het beheer» worden vervangen door de woorden «het bestuur»;

b) in punt 1° worden de woorden « onder een gemeenschappelijke naam » vervangen door de woorden « onder firma »;

c) in punt 3° worden de woorden « een personenvennootschap » vervangen door de woorden « een besloten vennootschap », en worden de woorden « de beheerders » vervangen door de woorden « de bestuurders ».

3. Een vierde lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van dit artikel worden mee name geacht vertrouwd te zijn met het bestuur van een onderneming en met boekhouden :

1° de bedrijfsrevisoren ingeschreven op de lijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;

2° de accountants ingeschreven op de lijst van het Instituut der Accountants. »

**Art. 51.** In artikel 574 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° van vorderingen en geschillen rechtstreeks ontstaan uit het faillissement en het gerechtelijk akkoord overeenkomstig de voorschriften van de faillissementswet en de wet betreffende het gerechtelijk akkoord, en waarvan de gegevens voor de oplossing zich bevinden in het bijzonder recht dat van toepassing is op het stelsel van het faillissement en het gerechtelijk akkoord; »;

b) het artikel wordt aangevuld met een 10°, luidend als volgt :

« 10° van aanvragen tot homologatie van beslissingen tot verplaatsing van de zetel van een vennootschap in vereffening. »

**Art. 52.** Artikel 578 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt :

« 9° van de geschillen betreffende de hoedanigheid van de werknemers en het behoud van hun rechten ingevolge de overdracht van de onderneming of van een gedeelte ervan, bedoeld in hoofdstuk IV van titel III van de wet betreffende het gerechtelijk akkoord. »

**Art. 53.** In artikel 631 van het hetzelfde Wetboek wordt het derde lid vervangen door de volgende paragraaf :

« § 2. De rechtbank van koophandel bevoegd om het gerechtelijk akkoord te verlenen is die welke gelegen is in het rechtsgebied waarbinnen de schuldenaar op de dag van de inleiding van het gerechtelijk akkoord zijn woonplaats of, indien het een rechtspersoon betreft, zijn maatschappelijke zetel heeft. Indien de schuldenaar geen bekende woonplaats heeft in België of in het buitenland, is de bevoegde rechtbank die van het rechtsgebied waarbinnen hij zijn hoofdvestiging heeft.

De rechtbank bedoeld in het vorige lid blijft bevoegd voor en tijdens alle verrichtingen voorgeschreven door de wet betreffende het gerechtelijk akkoord en door de faillissementswet. »

**Art. 54.** In artikel 764 van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 3 augustus 1992, wordt het 8° vervangen door de volgende bepaling :

« 8° de akkoordaanvragen, vorderingen tot faillietverklaring, tot verdeling van de datum van staking van betaling, alsook de rechtsplegingen tot herroeping van de opschorting van betaling en tot sluiting van het faillissement; ».

**Art. 55.** Artikel 1395, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« De opheffing van een beslag gelegd vóór de toekenning van de opschorting van betaling kan daarentegen worden verleend door de rechtbank bevoegd inzake het gerechtelijk akkoord. »

**Art. 56.** Artikel 2 van de wet van 15 juli 1970 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van koophandel en tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 25 juli 1974, 23 september 1985 en 28 december 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. Het aantal rechters in handelszaken wordt als volgt bepaald :

Zetel	Rechters in handelszaken
Brussel .....	154
Antwerpen .....	98
Luik .....	44

Charleroi .....	40
Gand .....	51
Termonde .....	34
Mons .....	18
Bruges .....	34
Courtrai .....	28
Ypres .....	10
Fumes .....	10
Louvain .....	20
Hasselt .....	24
Turnhout .....	21
Tongres .....	18
Malines .....	20
Audenaarde .....	14
Verviers-Eupen .....	18
Namur.....	23
Dinant.....	13
Huy .....	10
Nivelles .....	25
Arlon .....	10
Neufchâteau .....	6
Marche-en-Famenne .....	6
Tournai .....	20

**Art. 57.** L'article 25 des lois relatives au registre de commerce, coordonnées le 20 juillet 1964, est complété par un 16°, libellé comme suit :

« 16° portant approbation, rejet, modification ou révocation d'un plan de redressement ou de paiement. »

**Art. 58.** L'article 64sexies des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935, inséré par la loi du 21 février 1984, est complétée par un § 2, libellé comme suit :

« § 2. Les commissaires qui constatent, au cours de leurs contrôles, des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'entreprise, en informent les administrateurs par écrit et de manière circonstanciée.

Dans ce cas, le conseil d'administration doit délibérer sur les mesures qui devraient être prises pour assurer la continuité de l'entreprise pendant un délai raisonnable.

Les commissaires peuvent renoncer à l'information visée au premier alinéa, lorsqu'ils constatent que le conseil d'administration a déjà délibéré sur les mesures qui devraient être prises.

Si dans un délai d'un mois à dater de la communication de l'information visée au premier alinéa, les commissaires n'ont pas été informés de la délibération du conseil d'administration sur les mesures prises ou envisagées pour assurer la continuité de l'entreprise pendant un délai raisonnable, ou s'ils estiment que ces mesures ne sont pas susceptibles d'assurer la continuité de l'entreprise pendant un délai raisonnable, ils peuvent communiquer leurs constatations au président du tribunal de commerce. Dans ce cas, l'article 458 du Code pénal n'est pas applicable.

Au cas où il n'est pas nommé de commissaire, lorsque des faits graves et concordants sont susceptibles de compromettre la continuité de l'entreprise, le conseil d'administration est également tenu de délibérer sur les mesures qui devraient être prises pour assurer la continuité de l'entreprise pendant un délai raisonnable. »

**Art. 59.** A l'article 77 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 24 mars 1978, 5 décembre 1984, 18 juillet 1991 et 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

A) L'alinéa 4 est complété par la disposition suivante :

« Lorsque le bilan fait apparaître une perte reportée, ou lorsque le compte de résultats fait apparaître pendant deux exercices successifs une perte de l'exercice, les administrateurs sont tenus de justifier l'application des règles comptables de continuité dans le rapport. ».

Charleroi .....	40
Gent.....	51
Dendermonde .....	34
Bergen .....	18
Brugge .....	34
Kortrijk .....	28
Ieper .....	10
Veurne .....	10
Leuven .....	20
Hasselt .....	24
Turnhout .....	21
Tongeren .....	18
Mechelen .....	20
Oudenaarde .....	14
Verviers-Eupen .....	18
Namen .....	23
Dinant.....	13
Hoei .....	10
Nijvel .....	25
Aarlen .....	10
Neufchateau .....	6
Marche-en-Famenne .....	6
Doornik .....	20

**Art. 57.** Artikel 25 van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964, wordt aangevuld met een 16°, luidend als volgt :

« 16° tot goedkeuring, afwijzing, wijziging of herroeping van een herstel- of betalingsplan. »

**Art. 58.** Het artikel 64sexies van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, ingevoegd bij de wet van 21 februari 1984, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2 De commissarissen die ter gelegenheid van hun controlewerkzaamheden gewichtige en overeenstemmende feiten vaststellen die de continuïteit van de onderneming in het gedrang kunnen brengen, moeten de bestuurders hiervan schriftelijk en op een omstandige wijze op de hoogte brengen.

In dat geval moet de raad van bestuur beraadslagen over de maatregelen die moeten worden genomen om de continuïteit van de onderneming gedurende een redelijke termijn te vrijwaren.

De commissarissen kunnen afzien van de melding bedoeld in het eerste lid, wanneer ze vaststellen dat de raad van bestuur reeds heeft beraadslaagd over de maatregelen die moeten worden genomen.

Indien binnen een maand na de kennisgeving van de melding bedoeld in het eerste lid, de commissarissen niet werden ingelicht over de beraadslaging door de raad van bestuur over de genomen maatregelen of de in het vooruitzicht gestelde maatregelen om de continuïteit gedurende een redelijke termijn te vrijwaren, of indien ze oordelen dat de maatregelen de continuïteit in de bedrijfsuitoefening niet kunnen vrijwaren gedurende een redelijke termijn, kunnen ze hun vaststellingen meedelen aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel. In dat geval is artikel 458 van het Strafwetboek niet toepasselijk.

Indien geen commissaris is benoemd, moet de raad van bestuur, wanneer gewichtige en overeenstemmende feiten de continuïteit van de onderneming in het gedrang kunnen brengen, eveneens beraadslagen over de maatregelen die moeten worden genomen om de continuïteit van de onderneming gedurende een redelijke termijn te vrijwaren. »

**Art. 59.** In artikel 77 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1978, 5 december 1984, 18 juli 1991 en 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) Het vierde lid wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Wanneer uit de balans een overgedragen verlies blijkt, of wanneer uit de resultatenrekening gedurende twee opeenvolgende boekjaren een verlies van het boekjaar blijkt, moeten de bestuurders de toepassing van de waarderingsregels in de veronderstelling van continuïteit verantwoorden in het jaarverslag. »

B) A l'alinéa 8, la dernière phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Les indications visées à l'alinéa 4, dernière phrase, et à l'alinéa 5, doivent toutefois être reprises dans l'annexe aux comptes annuels. »

**Art. 60.** Les lois sur le concordat judiciaire, coordonnées par l'arrêté du régent du 25 septembre 1946, sont abrogées.

**Art. 61.** La présente loi ne s'applique pas aux procédures en concordat judiciaire en cours au moment de son entrée en vigueur.

**Art. 62.** La présente loi entre en vigueur le jour déterminé par l'arrêté royal pris en exécution de l'article 150 de la loi du... sur les faillites et au plus tard six mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

B) In het achtste lid wordt de laatste zin vervangen door de volgende bepaling :

« De gegevens bedoeld in de laatste zin van het vierde lid en in het vijfde lid, moeten evenwel worden vermeld in de toelichting bij de jaarrekening. »

**Art. 60.** De wetten op het gerechtelijk akkoord, gecoördineerd bij regentsbesluit van 25 september 1946, worden opgeheven.

**Art. 61.** Deze wet is niet van toepassing op de akkoordprocedures die op het tijdstip van haar inwerkingtreding hangende zijn.

**Art. 62.** Deze wet treedt in werking op de dag bepaald in het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 150 van de faillissementswet van... en ten laatste zes maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

F. 97 — 2481

[S - C - 97/09766]

**8 AOUT 1997. — Loi sur les faillites (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi, en ses articles 6 et 115, règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution; les autres articles règlent des matières visées à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Tout commerçant qui a cessé ses paiements de manière persistante et dont le crédit se trouve ébranlé est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses paiements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'une personne physique peut être déclarée jusqu'à six mois après son décès, lorsqu'elle est décédée après avoir cessé ses paiements de manière persistante et que son crédit a été ébranlé.

La faillite d'une personne morale dissoute peut être déclarée jusqu'à six mois après la clôture de la liquidation.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Si le centre des intérêts principaux du commerçant est situé dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il peut, s'il possède en Belgique un établissement, être déclaré en faillite. Sont toutefois exclus, les entreprises d'assurance et les établissements décrédit, les entreprises d'investissement qui fournissent des services impliquant la détention de fonds ou de valeurs mobilières de tiers, ainsi que les organismes de placement collectif, si le centre de leurs intérêts principaux est situé dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

Cette faillite est une procédure d'insolvabilité territoriale au sens de la Convention relative aux procédures d'insolvabilité faite à Bruxelles le 23 novembre 1995. Les règles prescrites par cette convention lui sont applicables. Ses effets sont limités aux biens du commerçant situés en Belgique.

§ 2. Si le centre des intérêts principaux du débiteur est situé dans un autre Etat membre de l'Union européenne et si une procédure d'insolvabilité est ouverte à son égard dans cet Etat, il peut, s'il possède en Belgique un établissement, être déclaré en faillite. Sont toutefois exclus, les entreprises d'assurance et les établissements de crédit, les

(1) Voir note à la page suivante.

N. 97 — 2481

[S - C - 09766]

**8 AUGUSTUS 1997. — Faillissementswet (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** De artikelen 6 en 115 van deze wet regelen een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet; de overige artikelen regelen aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** De koopman die op duurzame wijze heeft opgehouden te betalen en wiens krediet geschokt is, bevindt zich in staat van faillissement.

Degene die geen handel meer drijft kan failliet worden verklaard indien hij heeft opgehouden te betalen toen hij nog koopman was.

De natuurlijke persoon die overleden is nadat hij op duurzame wijze had opgehouden te betalen en wiens krediet geschokt was, kan failliet worden verklaard tot zes maanden na zijn overlijden.

De ontbonden rechtspersoon kan failliet worden verklaard tot zes maanden na het sluiten van de vereffening.

**Art. 3. § 1.** Is het centrum van de voornaamste belangen van de koopman gelegen in een andere lidstaat van de Europese Unie, dan kan hij indien hij een vestiging in België heeft, failliet worden verklaard. Uitgesloten worden evenwel de verzekeringsondernemingen en de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen die diensten verrichten welke het houden van geld of effecten van derden behelzen en de instellingen voor collectieve belegging, indien het centrum van hun voornaamste belangen in een andere lidstaat van de Europese Unie gelegen is.

Dit faillissement is een territoriale insolventieprocedure in de zin van het verdrag betreffende insolventieprocedures, gedaan te Brussel op 23 november 1995. De door dat verdrag bepaalde regelen zijn hierop van toepassing. De gevolgen ervan zijn beperkt tot de goederen van de koopman die zich in België bevinden.

§ 2. Is het centrum van de voornaamste belangen van de schuldenaar gelegen in een andere lidstaat van de Europese Unie en is er ten aanzien van hem een insolventieprocedure geopend in die staat, dan kan hij, indien hij een vestiging in België heeft, failliet worden verklaard. Uitgesloten worden evenwel de verzekeringsondernemingen en de

(1) Zie nota op de volgende bladzijde.